

La presse turque contre la France

Dix jours après l'assassinat de deux hommes et une femme kurdes devant le centre culturel Ahmet-Kaya, à Paris, l'heure est à l'hommage.

Ce mardi 3 janvier, des participants étaient attendus en nombre pour les funérailles organisées à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise).

Mis en examen le 26 décembre pour assassinat et tentative d'assassinat en raison de la race, l'ethnie, la nation ou la religion, l'assaillant de 69 ans, William Malet, a été écroué dans la foulée.

Mais les Kurdes refusent de croire à la version d'un tireur isolé aux motivations racistes et dénoncent un acte « terroriste » mettant en cause la Turquie.

Ankara, de son côté, accuse la France d'inaction vis à vis du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) considéré par Ankara mais aussi par Bruxelles comme une organisation terroriste.

Le site d'informations très orienté Medyaturk accuse les représentants français de protéger les Kurdes.

Le média s'offusque du traitement de faveur de la France à l'égard des Kurdes et dénonce un « deux poids deux mesures » citant l'exemple du jeune franco-turc Akın Genç, 19 ans, mystérieusement tué le 15 décembre alors qu'il rentrait chez lui à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

« Il n'a pas reçu de condoléances des autorités contrairement aux victimes de l'attaque de Paris et son décès n'a même pas été relayé dans la presse française. Les Turcs n'ont pas crié au racisme, ils n'ont pas manifesté dans les rues et n'ont pas attaqué la police. » dit le site d'information.

C'est faux : le décès a fait l'objet de plusieurs articles, d'autant qu'une enquête a

logiquement été ouverte pour faire la lumière sur cet homicide.

Idem chez Haberler ("Nouvelles"), un autre site d'informations turc.

Dans une interview au média diffusée sur la chaîne YouTube, l'avocat franco-turc Selçuk (prononcer Seldjouk) Demir estime que la France porte « une attention douce au PKK. Je ne pense pas que les autorités françaises agiront plus durement contre le PKK à la suite de ces événements.

La France poursuit des politiques en faveur du PKK / YPG dans le nord de la Syrie. »

L'agence de presse du gouvernement turc Anadolu (Anatolie) n'insiste pas sur l'origine des victimes. Elle ne précise pas non plus que la fusillade s'est produite devant le Centre culturel kurde Ahmet-Kaya à Paris.

Pourtant, le soir même de l'attaque, l'agence s'empresse de réagir aux violents heurts qui ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre en marge de la manifestation en soutien à la communauté kurde. « Des centaines de membres des groupuscules proches du groupe terroriste PKK ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre", affirme-t-elle, et plusieurs d'entre eux, munis de bâtons et autres armes manuelles, ont lancé des assauts violents contre les policiers. »

Le média turc Cumhuriyet estime que les rues de Paris ont été transformées en un « champ de bataille ».

Quelques jours plus tard, le 25 décembre, c'est au tour d'Ömer Çelik, vice-président et porte-parole de l'AKP (le parti de Recep Tayyip Erdogan) de revenir sur la menace que représente selon lui le PKK pour l'Europe lors d'une conférence de presse à Adana, reprise par le média turc de centre gauche Milliyet (Peuple). « Nous disons depuis longtemps (...) que le patronage d'organisations terroristes en Europe simplement en raison de leur opposition à la Turquie finira par causer de gros problèmes à l'Europe. » Quant au journal Hürriyet il parle sans détour d'instrumentalisation du drame par certains militants kurdes : « L'agresseur a avoué avoir "une xénophobie totalement pathologique".

Malgré cela, les efforts des partisans de l'organisation terroriste PKK pour lier les meurtres à la Turquie se poursuivent ». Par ailleurs, Hürriyet n'hésite pas à épingle « le plus important soutien (du PKK) parmi les politiques français »,

comprenez Jean-Luc Mélenchon, de s'afficher comme « le porte-parole du PKK » en France. Une situation diplomatique tendue qui a d'ailleurs conduit les ministres des Affaires étrangères français et turc, Catherine Colonna et Mevlüt Cavusoglu (Tchavoushorlou), à s'entretenir par téléphone, le 30 décembre. Soulignant le caractère « odieux de l'attaque », la cheffe de la diplomatie a tenu à rappeler que le PKK, inscrit sur la liste européenne des organisations terroristes, « devait être distingué d'autres mouvements kurdes non-violents ». Sans conviction côté turc...

Les Kurdes , plus de 30 millions dans le monde , , réclament un Kurdistan. Tant que les autorités turques les traiteront de terroristes , l'injustice persistera.